



La puissance au XXIème siècle : les « pôles » du Pacifique

L'État joue un rôle majeur dans l'expression de la puissance militaire, économique, scientifique ou culturelle. Aujourd'hui, les États-Unis voient leur prédominance affaiblie, tandis que la Chine n'obtient pas encore le statut de puissance globale, malgré son essor économique.

La puissance a fait l'objet d'un colloque organisé, le 13 avril 2015 à Paris, par l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM), EuroDéfense-France, l'Institut Jean Lecanuet et la revue *France Forum*. Y ont notamment participé : Frédéric Charillon, directeur de l'IRSEM ; Alexandra de Hoop Scheffer, politologue ; Valérie Niquet de la Fondation pour la recherche stratégique ; Delphine Alles de l'Université Paris-Est Créteil.

Stratégies comparées. Pour Frédéric Charillon, la puissance pourrait se

caractériser par la force militaire, dont l'adaptation varie selon les cas. Elle apparaît relative par rapport à une situation ou un cadre donné, comme l'expérience malheureuse des États-Unis au Moyen-Orient. Elle doit aussi être « intériorisée » par les autres pays, c'est-à-dire dissuasive, sinon elle disparaît. En outre, la puissance nécessite des vecteurs : force, influence, séduction des interlocuteurs et diffusion du savoir-faire. Divers critères émergent de l'analyse comparée de l'expression et de la pratique de la puissance, avec l'ambiguïté du mot anglais « power ». Ce dernier signifie la « puissance » en général et le « pouvoir » de fixer des règles à une population sur un territoire donné. Ainsi, le « hard power » de la force matérielle et du fait accompli s'appliquent notamment à la Russie et à Israël. Le « smart power », caractéristique des États-Unis aujourd'hui, mélange la force militaire, la séduction et l'influence. Le « soft power » repose sur le discours et la capacité de convaincre l'autre, particularités des pays européens. Quoique dépourvu d'une profondeur territoriale, d'une population nombreuse et d'une réelle capacité militaire, le Qatar exprime sa puissance par ses ressources financières, son réseau religieux et sa chaîne de télévision Al Jazeera. Des pays émergents, comme la Turquie et le Brésil, interviennent également dans les affaires internationales par le biais de médiations. Dans leur environnement proche, la Chine et la Russie reviennent à l'ancienne forme « impériale » de centre régulateur régional. De leur côté, la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne, anciennes puissances impériales, ne peuvent plus agir seules, mais, grâce à leurs réseaux, disposent encore d'une forme de puissance inexistante ailleurs. Enfin, les « puissances non étatiques » se manifestent surtout par leur capacité de nuisance (*encadré*).

Évolution américaine. Les États-Unis ont tiré les leçons de leurs interventions en Afghanistan et en Irak, où l'emploi de la force militaire se transforme difficilement en succès politique. Ils estiment pouvoir diriger le monde par la combinaison de la puissance militaire et de l'influence indirecte et la mobilisation d'autres nations pour une action collective, estime Alexandra de Hoop Scheffer. Ils ne veulent plus apparaître comme les seuls garants de la sécurité là où ils n'ont plus d'intérêts vitaux et comptent en partager le fardeau avec leurs alliés. Ils leur délèguent les responsabilités militaires dans certaines zones de conflit : la France dans la bande sahélo-saharienne et l'Arabie saoudite au Yémen. La participation américaine se limite à la mise en œuvre de drones, cyberattaques, frappes aériennes ou forces spéciales. Les décisions prises dans l'urgence, parfois les seules possibles, peuvent présenter des risques à terme. Ainsi, des

combattants chiites, financés par l'Iran, luttent contre Daech en Irak et profitent des frappes aériennes de la coalition, menée par les États-Unis. En Libye, ces derniers apportent une aide aux milices locales, mal connues, difficilement contrôlables et qui ne partagent pas les mêmes objectifs. Alexandra de Hoop Scheffer en déduit trois stratégies américaines possibles. La première parie sur le pourrissement de la situation en Syrie et en Libye, pour éviter d'envoyer des troupes au sol. La deuxième consiste à accompagner les pays européens, bien accueillis en Afrique, par une assistance militaire et la fourniture de renseignements. La troisième porte sur une interdépendance dans les régions où les États-Unis ne peuvent totalement se désengager. Ainsi, vu de Washington, le Moyen-Orient fait partie du « pivot » tourné vers l'Asie, car le pétrole produit y est exporté à 70 %, surtout vers la Chine, et passera à 85 % en 2025. La stabilité en mer de Chine dépend donc de celle du golfe Arabo-Persique.

Surestimation chinoise. Selon Valérie Niquet, la Chine s'estime suffisamment puissante pour imposer sa vision des affaires du monde. Face à l'Inde et au Japon, elle dispose d'abord d'une démographie considérable avec des perspectives de marché. Son droit de veto au Conseil de sécurité de l'ONU lui permet de s'opposer à toute réforme qui l'en priverait. Sa capacité militaire, quoique inférieure à celle de la Russie, existe quand même. Mais, les difficultés de gouvernance, les inégalités sociales et les coûteux déséquilibres régionaux sur le plan intérieur ainsi que le ralentissement de la croissance économique exercent une influence en termes de perception sur la scène internationale. La stratégie de la Chine consiste à assurer la survie de son régime politique, en cours de transformation afin d'éviter le sort de l'URSS. Son discours devient de plus en plus nationaliste depuis la crise financière de 2008. Pour affirmer sa puissance économique, elle a mis sur pied la Banque d'investissements en Asie pour marginaliser la Banque de développement asiatique, dominée par le Japon, en vue d'imposer ses normes et un nouveau modèle de prise de décision. Considérant comme inéluctable le déclin de l'Occident, elle veut faire accepter sa montée en puissance partout. Son régime autoritaire et son développement économique sont bien perçus en Afrique. Toutefois, souligne Valérie Niquet, la Chine ne parvient pas à entraîner ses voisins asiatiques contre l'Occident. Ceux-ci manifestent même leur rejet et une attente vis-à-vis des États-Unis.

Loïc Salmon

Recherche stratégique : outil pour éclairer l'action publique

États-Unis : une politique ambiguë de défense et de sécurité

Chine : une stratégie de plus en plus mondiale

Les puissances non étatiques sont apparues en 1979. Selon Delphine Alles, elles contestent le monopole de la violence et des normes fixées par les États et peuvent, de plus en plus, peser sur les événements internationaux dans un monde constitué en réseaux. Cela va des agences de notation financières aux mouvements identitaires, en passant par les courants religieux, associations mafieuses et organisations non gouvernementales, qui s'engagent pour une cause. Certaines, comme Wikileaks et Anonymous, interviennent selon leur propre conception de la justice. La révolution technologique de l'information leur donne une capacité croissante de mobilisation d'individus en multipliant les référents possibles. En s'infiltrant dans des organisations dont elle perturbent le fonctionnement, elles provoquent des conflits, non pas entre États, mais à l'intérieur des États. Pour elles, la démocratie est devenue un référent, où chacun s'estime en droit de remettre en question les fondements de l'État souverain.